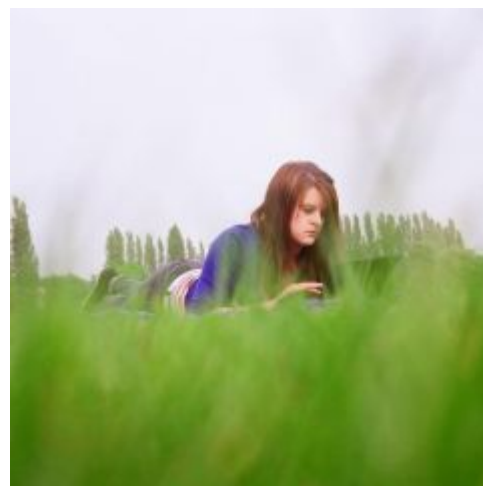


L'âge de faire du développement durable en compagnie du logiciel libre

[L'âge de faire](#) est un mensuel indépendant, sans publicité et à petit prix (1,50 €) qui cherche à sensibiliser un large public aux questions d'écologie, de citoyenneté, de solidarité.



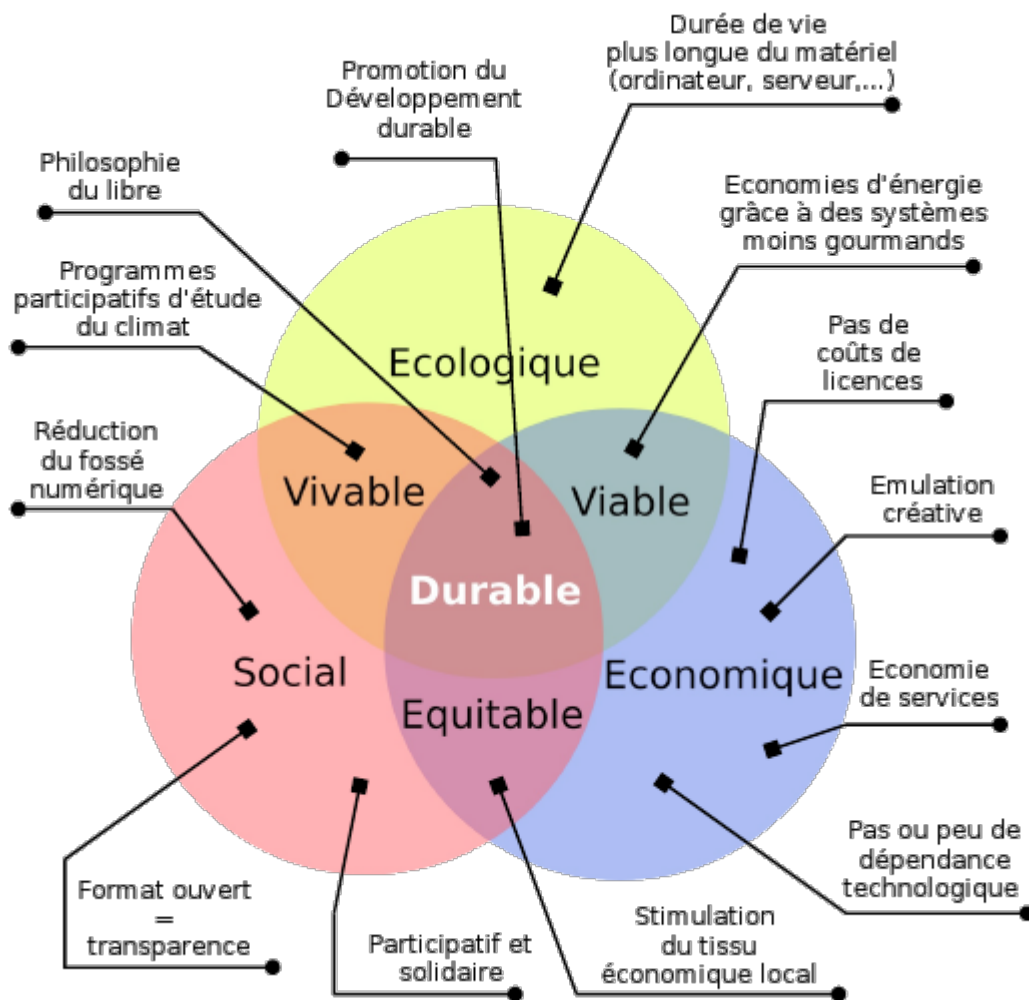
Tiré à 25 000 exemplaires, il utilise un mode de distribution un peu particulier : plutôt qu'une diffusion en kiosque classique (mais coûteuse), ce journal s'appuie sur un réseau d'[abonnés](#), de [coopérateurs](#) (invités à revendre leurs exemplaires), et de [points relais volontaires](#).

Pourquoi donc en parler sur le Framablog ?

Parce qu'il existe des ponts naturels entre le logiciel libre et le « [développement durable](#) » (pris au sens noble et non marketing du terme).

Il nous arrive du reste d'en parler comme en témoigne notre [tag « Écologie »](#) regroupant divers billets autour du sujet^[1].

Ponts naturels que l'on pourrait assez paresseusement synthétiser par le diagramme ci-dessous :



Nous constatons par ailleurs que les rencontres et synergies se multiplient.

Ainsi le [Festival du Développement Durable 2009](#) de Genève a accueilli plusieurs associations locales. C'est d'ailleurs à cette occasion et sous leur impulsion qu'est né le fort intéressant site [Logiciels libres et développement durable](#) d'où est issue [l'illustration](#) ci-dessus (pour l'anecdote on remarquera également cette très jolie [Framakey durable](#) en bois).

De même le [Salon Primevère](#) de Lyon accorde chaque année une place plus importante au logiciel libre (cette année le thème sera « Le prix de la gratuité » et de nombreuses associations du libre, dont Framasoft, y feront des conférences).

DOSSIER

Des logiciels citoyens

Il existe des logiciels citoyens qui permettent de participer à la vie de la communauté. Ils sont souvent développés par des bénévoles et sont destinés à résoudre des problèmes communs. Ils peuvent être utilisés pour la gestion de projets, la communication, la collaboration, etc.



Les logiciels citoyens sont développés par des bénévoles et sont destinés à résoudre des problèmes communs. Ils peuvent être utilisés pour la gestion de projets, la communication, la collaboration, etc.

informatique libre et solidaire

L'Informatique Libre et Solidaire est un mouvement qui vise à promouvoir l'utilisation de logiciels libres et à soutenir les initiatives de développement communautaire. Elle encourage la collaboration et le partage de connaissances.



L'Informatique Libre et Solidaire est un mouvement qui vise à promouvoir l'utilisation de logiciels libres et à soutenir les initiatives de développement communautaire. Elle encourage la collaboration et le partage de connaissances.

Et si on passait au libre ?

Quels logiciels libres ? Simple comme Ubuntu. Cette section explore les avantages de passer à des logiciels libres, tels que Ubuntu, et discute de la simplicité de leur utilisation.



Quels logiciels libres ? Simple comme Ubuntu. Cette section explore les avantages de passer à des logiciels libres, tels que Ubuntu, et discute de la simplicité de leur utilisation.

De la vente liée à la vente forcée

Cette section aborde les questions de propriété intellectuelle et de droits de distribution, en particulier en ce qui concerne les logiciels et les produits numériques.



Cette section aborde les questions de propriété intellectuelle et de droits de distribution, en particulier en ce qui concerne les logiciels et les produits numériques.

Simple comme Ubuntu

Ubuntu est un système d'exploitation basé sur Linux, connu pour sa simplicité et sa facilité d'utilisation. Cette section présente les avantages de Ubuntu pour les utilisateurs novices.



Ubuntu est un système d'exploitation basé sur Linux, connu pour sa simplicité et sa facilité d'utilisation. Cette section présente les avantages de Ubuntu pour les utilisateurs novices.

Témoignage d'un converti

Un utilisateur partage son expérience de passage à des logiciels libres. Il décrit comment il a découvert Linux et comment cela a changé sa façon de travailler et de penser à l'égard de la technologie.

Et si on passait au libre ?

Quels logiciels libres ? Simple comme Ubuntu. Cette section explore les avantages de passer à des logiciels libres, tels que Ubuntu, et discute de la simplicité de leur utilisation.

Simple comme Ubuntu

Ubuntu est un système d'exploitation basé sur Linux, connu pour sa simplicité et sa facilité d'utilisation. Cette section présente les avantages de Ubuntu pour les utilisateurs novices.

De la vente liée à la vente forcée

Cette section aborde les questions de propriété intellectuelle et de droits de distribution, en particulier en ce qui concerne les logiciels et les produits numériques.

L'autre raison, c'est que le numéro actuel de [L'âge de Faire](#) (n°39 – février 2010) propose un excellent petit dossier intitulé fort à propos : *Et si on passait au libre ?*

Suite à notre demande, l'auteur Didier Bieuvelet a tout de suite accepté d'en placer les articles sous licence [Creative Commons By-Sa](#) (articles dont les titres sont les suivants : *Des logiciels citoyens*, *Témoignage d'un converti*, *Informatique libre et solidaire*, *Quels logiciels libres ?*, *Simple comme Ubuntu* et *De la vente liée à la vente forcée*)

Vous trouverez donc :

- Les textes du dossier : au [format ODT](#) et au [format PDF](#).
- Les pages originales du dossier au format PDF telles que vous pouvez les voir sur la copie d'écran : [page 12](#) et [page 13](#) (certaines photos n'étant pas sous licence libre, si un gentil volontaire souhaite refaire un PDF avec d'autres images libres pour diffusion/impression, nous nous ferons un plaisir de l'ajouter ici).

Quant au reste du journal, nous vous encourageons à vous

rendre sur [leur site](#) pour vous le procurer.

Notes

[1] Crédit photo : [Coxy](#) (Creative Commons By-Sa)

Le Geektionnerd débarque sur le Framablog !

Le [Geektionnerd](#) est un blog tout en images de Simon Gee Giraudot, sous licence Creative Commons By-Sa. Appréciant son univers, son style et son *geek & nerd sense of humour*, nous avons décidé de l'inviter hebdomadairement (modulo Pi) sur le Framablog.



Le Framablog, c'est un blog qui fait partie d'un réseau de sites en Framas* qui, d'après Wikipedia, « est un réseau de sites web collaboratifs à géométrie variable dont le dénominateur commun est le logiciel libre et son état d'esprit ».



Le Geektionerd, c'est un blog qui, d'après moi (ouais, c'est même pas sur Wikipedia, la loose !), est un rendez-vous quotidien proposant des définitions farfelues voire limite complètement débiles sur des choses diverses et variées.



Rendez-vous la semaine prochaine donc...

Et pour vous faire patienter, voici une petite sélection randomisée (ou presque) de ses archives : [Belette de glace](#), [Yéti](#), [Éditeur de texte](#), [Pirate](#), [Post-it](#), [Reboot](#), [Ubuntu](#), [Pingouin](#), [Lycos](#), [Google is your friend](#), [Corbeille](#), [F5](#), [Sans titre](#), [Pile](#), [Mark Shuttleworth](#), [200%](#), [Monopoly](#), [Noob](#), [Fork](#),

[Panda roux](#), [GNU & Linux](#), [Gnome ou KDE ?](#), [Bill Gates](#), [Minitel](#)
ou encore [Windows](#)^[1],

Notes

[1] Si vous avez remarqué d'autres planches, n'hésitez pas à nous les signaler dans les commentaires, mon petit doigt me dit que ça pourrait faire un chouette [framabook](#) plus tard...

Régionales 2010 : Les questions claires de Creative Commons France

Les élections sont un bon moyen de tenter de sensibiliser nos hommes politiques sur des thèmes qui nous sont chers. C'est ainsi que l'April se montre pro-active en faveur du logiciel libre et des libertés numériques avec son initiative [Candidats.fr](#).



Aujourd'hui c'est le [chapitre français](#) des Creative Commons qui leur emboîte le pas à l'occasion des prochaines élections régionales (qui auront lieu en mars prochain et dont on a un peu parlé ici en partant [à la rencontre du Parti Pirate](#))^[1].

Avant que d'interpeller sur la place publique, ils nous invitent à débattre sur leur liste de discussion (cc-fr@lists.ibiblio.org)^[2] autour d'une plate-forme recopiée ci-dessous.

On pourrait d'ailleurs résumer toutes les questions en une seule, moyennant l'introduction d'une variable X : « Êtes-vous, dans le respect du droit moral des auteurs, en faveur de l'accès et la réutilisation libre et gratuite de X dans le cas où X serait produit ou financé par la région ? » (X pouvant prendre les valeurs suivantes : données, contenus, études, travaux de recherche ou d'éducation).

Il ne semble y avoir là que du bon sens. Sauf que, et ce n'est pas le logiciel libre qui me contredira, nous héritons d'un monde où certaines mauvaises habitudes ont été prises et il convient d'être didactique, diplomate et patient.

CC-Régionales 2010

[URL d'origine du document](#)

Le mouvement pour l'accès ouvert aux données publiques se développe à travers le monde : l'Australie avec le projet [Mash Up](#), l'Angleterre avec le projet [Data.gov.uk](#). Ces pays ont choisi de permettre la large diffusion et réutilisation de leurs bases de données publiques en les plaçant sous Licence Creative Commons.

Cette dynamique d'élargissement des biens communs permet des économies d'échelle pour les collectivités et les services publics.

Elle contribue au développement du secteur privé qui peut utiliser sans intermédiaire ces données pour développer ses activités.

Elle enrichit la société civile qui peut s'approprier données, études et contenus produits.

Dans cette démarche, le respect du droit d'auteur inaliénable en France est bien sûr conservé. Il se trouve explicité et garanti par des licences de type Creative Commons, GFDL ou « Art libre ».

La France et ses régions ne peuvent rester à l'écart de ce mouvement qui s'amplifie. Aussi à la veille des élections qui vont décider des programmes et des équipes qui vont gouverner les régions, nous souhaitons vous interroger.

Êtes-vous, dans le respect du droit moral des auteurs, en faveur de :

- l'accès et la réutilisation libre et gratuite des données publiques (géographiques, statistiques, environnementales...) produites ou financées par la région ;
- l'accès et la réutilisation libre et gratuite des contenus produits ou financés par la région (telles les publications papier ou web) ;
- l'accès et la réutilisation libre et gratuite des études produites ou financées par la région ;
- l'accès et la réutilisation libre et gratuite de données des observatoires co-financées par la région ;
- la publication en open archive des travaux publics de recherche produits ou financés par la région ;
- l'accès et la réutilisation des contenus de formation produits ou financés par la région (formation professionnelle, manuels scolaires...).

Lectures connexes issues du Framablog

- [S'il te plaît... dessine-moi une ville libre](#)
- [Des citoyens plus libres dans l'État de New York](#)
- [USA – Obama – 3 principes pour assurer un gouvernement ouvert](#)
- [Traduction du plan d'action britannique en faveur de l'Open Source](#)
- [Aux développeurs de logiciels libres l'État de New York reconnaissant.](#)

Notes

[1] Crédit photo : [Giuli-0](#) (Creative Commons By)

[2] Vous pouvez aussi en débattre directement [sur notre forum](#) Framagora.

Ubuntu et Mozilla : l'inévitable alliance pour résister à Google ?

Je suis de ceux qui pensent que le futur [Chrome OS](#) de Google est susceptible de bousculer les hiérarchies établies.



Pour rappel Chrome OS sera un système d'exploitation reposant uniquement sur le navigateur Chrome. Tout se fera en ligne, [dans les nuages](#), et si vous n'allumez plus votre machine que pour aller sur Gmail, Reader, Twitter ou Facebook, alors vous êtes une cible toute indiquée.

Imaginons en effet que les premiers ordinateurs Chrome OS, prévus pour la fin de l'année 2010, soient un succès. Hypothèse plausible parce qu'un netbook sexy, peu cher, rapide au boot (on parle de 5 secondes) et rapide à la navigation (et encore plus rapide sur les services Google : Gmail, Docs, YouTube, Maps, etc), ça peut tenter même les plus rétifs.

Si le succès est donc au rendez-vous alors vous pourrez

toujours arriver avec vos beaux (mais anciens) discours de migration vers des alternatives libres (change ton Internet Explorer pour Firefox, change ton Windows pour GNU/Linux), les gens s'en foutent complètement. Cela n'aura aucune prise sur eux, s'ils ont déjà entre les mains ce nouveau terminal véloce et sécurisé, qui se met à jour tout seul, et qui ne demande aucune installation classique du moindre logiciel (du reste la notion même de logiciel disparaît, quant à nos bons vieux fichiers ils ne se portent guère mieux).

D'ailleurs si on se regarde un peu le nombril, c'en est également fini du service global que rend le réseau Framasoft, mais j'y reviendrai dans un futur billet^[1].

La menace est réelle (d'autant que Google [met le paquet](#) comme jamais niveau marketing pour le faire connaître). Il eut été rassurant qu'elle vienne du Grand Méchant Microsoft, mais c'est ici bien plus complexe que ça, puisque c'est du [plus grand contributeur mondial open source](#) qu'il s'agit. Et pour couronner le tout il existe une version libre du navigateur Chrome et de Chrome OS avec la sous-couche [Chromium](#).

Certes, en terme de parts de marché, le navigateur Chrome tient toujours une place modeste. Mais comparons les statistiques du Framablog il y a un an : Firefox 68%, Internet Explorer 21% et Chrome 1% à celles d'aujourd'hui : Firefox 66%, Internet Explorer 14% et Chrome 7%. La croissance est significative. Bien sûr c'est avant tout Internet Explorer qui en a pâti, mais Firefox a stagné et même, pour la première fois, un peu baissé.

Or le public de ce blog est un public disons... « averti ». Il est sensibilisé au Libre et compte aujourd'hui, parmi ses visiteurs, 32% de GNU/Linux. Comment expliquer cette forte avancée de Chrome au détriment de Firefox ? J'ai un peu peur d'en connaître la raison : bien que fort jeune Chrome est déjà un excellent navigateur qui dépasse techniquement et ergonomiquement Firefox dans bien des domaines (surtout ne

l'essayez pas sous Linux avec la rapidité de Firefox en tête !). D'accord, le panda roux vient de sortir [en version 3.6](#) mais Chrome n'est pas en reste puisque son nouveau millésime 4.0 vient faire tomber l'un des dernières barrières que constituait l'absence d'extensions.

Donc la qualité est là. Et puisque nos usages informatiques se concentrent désormais presque exclusivement sur Internet, la situation est mûre pour que Chrome OS vienne se faire rapidement une place au soleil, en court-circuitant complètement le parcours balisé qui souhaitait inciter les utilisateurs à substituer leur Windows pour du GNU/Linux. Comme dans le même temps Mac OS X continue sa progression (10% sur le Framablog), on pourrait bien se retrouver à terme avec une situation où les trois géants que sont Microsoft, Apple et Google se partagent le marché des OS grand public en laissant totalement à la marge GNU/Linux.

GNU/Linux abandonnerait alors son ambition grand public pour revenir à la case départ des serveurs et n'être plus qu'un OS pour « experts bidouilleurs », ce qu'il avait un peu cessé d'être pourtant avec l'avènement de la populaire distribution Ubuntu.

C'est pourquoi non seulement Firefox est en danger mais également Ubuntu. Du coup, l'article ci-dessous tire le bilan de la nouvelle donne et suggère fortement une association Mozilla Ubuntu pour tenter de contrarier la marche triomphante de Google (on aurait pu s'attendre à une association Mozilla [Canonical](#) plutôt, soit dit en passant).

Ce n'est pas idiot. Pour Mozilla et Ubuntu d'abord, mais aussi pour le logiciel libre dans son ensemble qui a beaucoup à perdre dans l'histoire. Parce qu'au final quelle est la plus grande différence entre Mozilla et Google ? Comparer [Le Manifeste](#) de l'un et [Les conditions d'utilisation](#) de l'autre vous donnera peut-être un début de réponse...

Ubuntu et Mozilla : L'inévitable alliance

[Ubuntu and Mozilla: The inevitable alliance](#)

Ronnie Whisler – décembre 2009 – Buntufu.com

(Traduction Framalang : Olivier et Goofy)

Les spéculations sont au journalisme technique ce que sont les prophéties à la religion. Elles n'ont d'importance, de crédibilité ou de génie que si elles se révèlent exactes. Il ne nous viendrait toutefois pas à l'idée de publier un article technique sans y risquer quelques spéculations. Spéculez sur quelques idées folles, c'est l'étincelle qui enflammera la créativité de certains individus ou de certaines entreprises. Vous voyez où je veux en venir ? Tant mieux, parce que cet article est entièrement conçu à partir de cela. En d'autres termes, tout ce que vous trouverez dans cet article n'est que pure spéculation, je n'ai aucune preuve pour étayer mes dires.

Commençons par une revue des forces en présence. À ma droite, vous avez Mozilla qui nous a prouvé que la guerre des navigateurs n'est pas terminée et que Microsoft n'est pas intouchable. À ma gauche, vous avez Ubuntu qui nous a prouvé que Linux sur l'ordinateur personnel n'est pas une utopie, qu'il peut être simple et populaire. Et finalement, il y a Google qui s'est inspiré des succès des deux autres protagonistes et qui travaille sur son propre système d'exploitation basé sur Linux, dont la pièce maîtresse est le navigateur Chrome.

Certains vous diront que c'est l'évolution. J'appelle plutôt ça tacler ses concurrents en s'appuyant sur leurs points forts et en insistant bien sur le fait que c'est un système d'exploitation tourné vers le Web dédié aux netbooks. Ça n'est, pour moi, rien d'autre qu'un stratagème pour éviter que la concurrence ne réagisse en formant des alliances avant que Chrome OS ne dévoile tout son potentiel.

Est-ce à dire que je pense que Google c'est le mal ? Non. Cependant, un grand pouvoir implique de lourdes responsabilités, mais leur puissance est telle que céder à la tentation serait facile. La tentation étant ici de tuer toute compétition pour faire rentrer plus d'argent plus facilement et faire gonfler les bénéfices. Dieu seul sait le retard qu'a pris l'Ère du Numérique parce que les hommes et les femmes à la tête de certaines grosses entreprises ont cédé à la tentation. Honte à vous tous.

Ceci étant dit, considérons les points de friction qui pourraient naître entre Google d'un côté et Mozilla et Ubuntu de l'autre si le système d'exploitation Chrome OS devenait populaire. On pense évidemment en premier lieu aux revenus de Mozilla, dont Google est la principale source. Google pourrait commencer à réduire sa rétribution au clic ou à la recherche. Google pourrait étoffer les fonctionnalités de Google search et réserver ses innovations à son navigateur pour vous pousser à utiliser Chrome, etc. On pourrait encore spéculer longtemps comme ça. Mais on a mieux à faire, non ?

La situation entre Google et Ubuntu me rappelle celle de Microsoft et Sega. Vous souvenez-vous de ce qui s'est passé quand Microsoft a aidé Sega à créer la Dreamcast ? Moi je m'en souviens ! Sega n'a pas tenu longtemps et Microsoft a lancé la Dreamcast 2... pardon, la Xbox. Quelque chose me dit que ce scénario pourrait bien se reproduire ici. Canonical devrait rester sur ses gardes. Rien n'empêcherait Google de racheter Ubuntu/Canonical évidemment. Ça ne serait pas si surprenant, après tout, si Mark Shuttleworth sait faire quelque chose, c'est bien créer une société avec le vent en poupe et la revendre avec un joli profit.

Maintenant, si Mozilla et Ubuntu/Canonical venaient à s'allier, ils devraient avoir le poids pour rivaliser avec Google ou n'importe qui d'autre. De toutes façons face aux autres grosses entreprises, ils ne peuvent pas se contenter d'être passifs au risque de se faire écartier du marché qu'ils

ont aidé à créer. Fini le temps des « On verra ». L'heure est venue de se préparer pour le futur et de choisir des alliés solides.

Notes

[1] Crédit photo : [Jane Rahman](#) (Creative Commons By)

Sécurité US et non discrimination du Libre ne font pas bon ménage sur SourceForge

La [forge](#) logicielle [SourceForge](#) n'est plus à présenter. C'est le plus grand dépôt d'applications libres au monde, qui se comptent en centaine de milliers.



Or petit scandale et réelle polémique, SourceForge vient tout récemment et sans préavis d'en barrer l'entrée aux ressortissants de l'Iran, la Corée du Nord, Cuba, du Soudan et de la Syrie, pour se mettre en conformité avec une loi américaine sur la sécurité nationale^[1].

Tant pis pour les développeurs et utilisateurs de ces cinq pays et tant pis aussi pour les principes non discriminants qui régissent le logiciel libre.

Pour évoquer ce problème nous avons choisi de traduire la news du Register, mais nous aurions tout aussi bien pu choisir cet [article](#) de ComputerWorld dont la conclusion interpelle : « La seule manière d'empêcher réellement les pays sur liste noire d'avoir accès aux dépôts de logiciels libres hébergés aux USA est d'interdire aux Américains de participer au mouvement open source ! »

SourceForge raye 5 nations de la carte open source

[SourceForge bars 5 nations from open source downloads](#)

*Dan Goodin – 26 janvier 2010 – The Register
(Traduction Framalang : Olivier)*

Certains pays sont plus égaux que d'autres

Le dépôt de logiciels open source, SourceForge.net, bloque désormais automatiquement les adresses Internet des utilisateurs de l'Iran, la Corée du Nord, Cuba, le Soudan et la Syrie au prétexte d'appliquer une loi empêchant les ressortissants de ces pays de télécharger des logiciels libres.

Les réactions des puristes du mouvement des logiciels libres et open source ne se sont pas fait attendre. Ils militent pour que chacun ait accès au code, à la seule condition qu'il respecte les termes de la licence. À l'instar du [dépôt open source](#) de Google, les [termes d'utilisation](#) de Sourceforge interdisent depuis longtemps à quiconque résidant dans un des pays placés sur la liste de sanction de l'[US Office of Foreign Assets Control](#) d'envoyer ou de télécharger du code.

Depuis la semaine dernière, SourceForge a commencé à bannir certaines adresses IP pour faire respecter cette interdiction. Dans un [article](#) paru lundi, Sourceforge n'annonce pas la raison de ce changement, mais il affirme néanmoins que cette

décision ne cadre pas avec la philosophie de l'entreprise :

« Cependant, notre participation à la communauté open source ne peut pas nous faire oublier que nous vivons dans le monde réel et que nous sommes tenus aux lois qui régissent le pays d'où nous exerçons », peut-on lire dans l'article. « Notre obligation est de suivre ces lois et nos vœux, aussi humanistes soient-ils, ne peuvent pas s'y soustraire. »

Les critiques de cette restriction ne se firent pas attendre. Dans les [commentaires](#), sur le blog de SourceForge, une personne note que cette restriction entre en conflit avec la Section 5 de la définition de l'Open Source qui stipule que les licences ne doivent pas établir une discrimination « entre des personnes ou des groupes de personnes ». Les critiques soutiennent également que ces restrictions ne sont pas compatibles avec le [discours](#) que tenait la semaine précédente Hillary Clinton, la Secrétaire d'État américaine, encourageant un Internet libre.

Notes

[1] Crédit photo : [Katie Tegtmeyer](#) (Creative Commons By)

**Rencontre avec Jean-
Christophe Frachet et
Valentin Villenave du Parti
Pirate**

Ce blog tente modestement d'en témoigner au quotidien, quelque chose d'important est en train de se jouer actuellement autour d'Internet et des nouvelles technologies.



En caricaturant à l'extrême, on pourrait, c'est maladroit et réducteur mais c'est parlant, poser la question ainsi : souhaitons-nous, pour aujourd'hui et pour demain, vivre dans un monde « inspiré par l'Hadopi » ou dans un monde « inspiré par le logiciel libre » ?

Politiques, industriels, juristes, financiers, publicitaires, grands médias... les tenants d'un « monde Hadopi » sont nombreux et puissants. Structurellement et culturellement issus du millénaire précédent, ils ont toutes les peines du monde à comprendre pourquoi on leur répond partage quand ils nous disent consommation. Ils ont une bonne longueur d'avance parce qu'ils possèdent pouvoir, argent, monopoles, brevets ou propriété intellectuelle, et influencent plus ou moins directement tous les moyens de communication de masse, permettant ainsi trop souvent de modeler ou endormir les esprits (qui ne se réveillent que pour les soldes).

Tous les moyens de communication sauf un. Ils ont mis du temps à comprendre mais ils ont désormais pris la mesure de la menace et ils ne s'en laisseront pas compter.

C'est dans ce contexte qu'une « minorité d'agités avant-

gardiste » a décidé d'entrer en résistance pour préserver tous les possibles qu'offre potentiellement Internet (normalement, là, la musique de Star Wars devrait se déclencher).

Les modalités d'actions sont diverses et variées. Cela peut par exemple prendre la forme d'un réseau de sites et de projets collaboratifs qui placeraient subversivement toutes ses ressources sous licence libre. Cela peut également prendre la forme d'un groupe de pression qui, de Paris à Strasbourg en passant par Bruxelles, obligerait les élus du peuple à se rappeler au bon souvenir de leurs responsabilités et obligations citoyennes.

Mais cela peut aussi, et pourquoi pas, prendre carrément la forme d'un parti politique, original et différent, qui viendrait se mêler à la cour des grands pour y apporter sa fraîcheur et sa vision.

Telle est mon introduction toute personnelle du [Parti Pirate](#), qui après une sorte de galop d'essai remarqué lors d'une [législative partielle](#) dans les Yvelines, a décidé de [déployer ses voiles](#) à l'occasion des prochaines élections régionales, où tout le monde peut encore [être candidat à la candidature](#) (on appréciera au passage la [déclaration d'intention](#) de [Perline](#), tête de liste à Paris).

Le connaissant finalement assez peu, j'ai décidé d'en savoir plus en interviewant deux de ses membres ci-dessous.

Entretien croisé avec Jean-Christophe Frachet et Valentin Villenave

Bonjour Jean-Christophe, bonjour Valentin, pouvez-vous vous présenter rapidement ?

Jean-Christophe – Je m'appelle Jean-Christophe Frachet, j'ai 44 ans. J'ai récemment [démissionné](#) du MRC de Jean-Pierre Chevènement, où j'étais responsable de fédération, et délégué

national aux TIC. J'ai, de plus, été élu à Paris dans le 2e arrondissement délégué au TIC et au développement économique de 2001 à 2008. J'ai été PDG d'un groupe de communication pendant 10 ans ; je suis aujourd'hui responsable de la mission TIC à la direction générale d'un département d'Île-de-France. Je suis au Conseil d'administration de la [FING](#) et de [Silicon Sentier](#). J'ai une petite fille de 18 mois, et je joue de la guitare basse dans un groupe.

Valentin – Je m'appelle Valentin Villenave, j'ai 25 et je suis [musicien](#). J'ai découvert les licences libres grâce à Framasoft, et je suis très vite devenu activiste du Libre, tant dans le domaine culturel qu'informatique (je suis contributeur du projet [GNU LilyPond](#)). J'ai rejoint le Parti Pirate dès son apparition en juin 2006, et au fil du temps, je me suis retrouvé parmi l'équipe dirigeante : je suis aujourd'hui trésorier du parti.

Qu'est-ce que le Parti Pirate ? Quel est son programme, sa motivation ?

Valentin – L'histoire du Parti Pirate commence comme une blague, un soir de réveillon (trop ?) arrosé. Un programmeur suédois qui, sur un coup de tête et pour épater ses amis, ouvre une page web avec simplement « Parti Pirate » en noir sur fond blanc. La blague marche au-delà de toute attente : des dizaines de milliers de citoyens accourent, parce qu'il y a longtemps qu'ils ne se reconnaissent plus dans les partis politiques traditionnels, parce qu'ils n'en peuvent plus d'être traités, à longueur de médias, de « pirates » pour un oui ou pour un non, et parce qu'ils y voient, enfin, l'espoir de se réapproprier une vie politique qui leur est étrangère. Rien qu'en 2006, une vingtaine de Partis Pirates apparaissent, en Europe puis dans le monde (il y en a aujourd'hui deux fois plus). En France, l'indignation suscitée par la loi « DADVSI » est grande, et les débuts du Parti Pirate seront volontiers provocateurs ; il faudra quelques semaines pour que se stabilisent une idée-force simple et évidente : il faut

réaffirmer les Droits de l'homme et les valeurs citoyennes dans la société d'aujourd'hui, en tirant pleinement parti des possibilités ouvertes par le progrès technologique.

Cela passe, notamment, par un accès plus transparent, plus immédiat et universel à l'information, à la culture et à la connaissance. Le droit de la « Propriété Intellectuelle », ces deux derniers siècles, s'est transformé en un outil d'asservissement, de maintien de monopoles et de raréfaction artificielle (alors que, nous le savons bien, les richesses immatérielles peuvent aisément être partagées à l'infini). Le droit (originellement) « d'auteur », par exemple, happe les artistes dans un engrenage d'intermédiaires et d'industriels qui, de fait, les dépossède du contrôle de la façon dont est diffusé le fruit de leur travail.

Autre exemple, le système des brevets tourne en circuit fermé (ex: brevets logiciels), s'étend à tout et n'importe quoi (ex: brevets sur le vivant), et ce au détriment des régions déshéritées du monde (ex: les brevets pharmaceutiques qui empêchent l'accès au soin). Enfin, il est urgent de s'interroger sur l'avenir qui se dessine, aussi bien dans « nos » démocraties occidentales que dans le monde entier : les citoyens doivent faire entendre leur voix, partout, pour que la technologie soit un outil d'émancipation et d'enrichissement, et non d'asservissement ou de flicage. Pas besoin d'aller chercher loin pour en trouver des exemples : ici-même, sous nos yeux, la neutralité du réseau, l'accessibilité et la transparence de l'information, les libertés civiques les plus fondamentales (liberté d'expression, droit à la vie privée) sont constamment rognées sous des prétextes de lutte contre le terrorisme, contre la pédophilie,... sans oublier les vilains « pirates » !

Jean-Christophe. – Après trois ans et demi d'existence en France, j'ai proposé au Parti Pirate de se doter d'un premier [texte fondateur](#), que nous avons rédigé ensemble pour récapituler nos positions et nous permettre de nous exprimer

dans différents domaines. Nous en avons assez de la politique purement gestionnaire qui navigue à vue. On arrive à des absurdités où l'on se plaint qu'on ne vend pas assez de voitures mais il ne faut pas s'en servir parce que ça pollue ! On appuie sur le frein et l'accélérateur en même temps.

Le Parti Pirate défend les valeurs de Liberté, Egalité et Fraternité, que l'on pourrait appeler le socle Républicain. Il est le seul qui prend aujourd'hui en compte le bouleversement de l'arrivée de l'internet et des nouvelles technologies avec tout ce que cela modifie dans nos sociétés et nos organisations. Le « développement durable » est aussi une dimension très présente, qui complète notre réflexion. C'est sur ces trois piliers que s'articulent nos prises de positions et propositions.

Est-ce à dire que les partis traditionnels déjà en place ne remplissent pas toutes leurs responsabilités ? Se coupent-ils de la jeune génération ?

Jean-Christophe – Je pense que les Partis « traditionnels » ne prennent pas en compte les bouleversements de l'arrivée des TIC. Nous avons des générations d'hommes et de femmes au pouvoir qui sont nés dans l'illusion d'abondance de ressources et d'énergie, mais dans une rareté de l'information. Cependant c'est aujourd'hui le contraire : il y a pénurie de ressources et d'énergie, alors que l'information est accessible au plus grand nombre. Je crois aux fondamentaux Républicains et à ce projet de société. Pour moi, c'est un projet collectif au service des individus. Mais si on prend en compte le passage de l'ère industrielle à la société de l'information, beaucoup de paradigmes sont remis en question (biens dématérialisés, temps, espaces, citoyenneté, sphère privée,...). Il ne faut pas chercher les solutions de demain avec le contexte d'hier. Je pense que la fracture est là.

Valentin – Nous n'avons pas la prétention d'être un parti générationnel ! Il est certain qu'une certaine partie de la

population s'est déjà rendu compte des formidables opportunités nouvelles qu'ouvre, par exemple, Internet ; nous ne devons pas nous en réjouir, mais faire en sorte que cette connaissance s'étende le plus vite possible au reste des citoyens ! En ce qui concerne les partis traditionnels, nous avons bon espoir qu'ils comprendront tôt ou tard qu'il n'y a pas de sens à s'accrocher à un édifice républicain « pyramidal ». Cette prise de conscience a déjà commencé, et se traduit par des réactions de peur, ou de convoitise. Nous voulons croire que peu à peu la notion d'intérêt général prédominera. Le but ultime du Parti Pirate... c'est qu'il n'y ait plus besoin de Parti Pirate !

Et êtes-vous réellement si différent d'un parti écologiste par exemple ? Et que feriez-vous si un tel parti, ou un autre, adoptait en bloc votre programme ?

Valentin – Cela a déjà commencé, [très tôt](#). Nous nous en réjouissons, même si nous regrettons souvent que nos propositions les plus marquantes (par exemple, légalisation du P2P) soient reprises sans les questions fondamentales qui vont avec : à aucun prix nous ne voulons devenir un simple distributeur à [buzzwords](#). Nous cherchons à inventer et proposer un modèle de société, pas à fournir des concepts creux pour communicants de tous poils. Tu évoques les mouvements écologistes ; il est vrai qu'on nous en rapproche parfois, et d'ailleurs les députés européens Pirates siègent avec le groupe parlementaire des Verts. Mais nous osons croire que (tout comme nos préoccupations) le souci des générations futures et du Tiers-monde ne sont pas l'apanage d'un parti quel qu'il soit !

Jean-Christophe – Avant tout, nous défendons des idées. Les idées appartiennent à ceux qui les mettent en œuvre en politique. Il me semble néanmoins qu'il est nécessaire d'avoir une vision politique au delà de telle ou telle proposition. Certains points peuvent nous rapprocher effectivement d'un parti écologiste, mais je ne vois pas pourquoi seulement de ce

type de parti. Mon modeste parcours en politique m'a appris à me méfier des étiquettes. J'ai tellement rencontré, par exemple, de militants ou d'élus qui se réclamaient de Gauche et qui avaient oublié l'intérêt général et la défense des services publics ! C'est pour ça qu'au delà des Partis, il y a les idées et les actes.

Jean-Christophe, tu te présentes aux prochaines régionales en tête de la liste Île de France du Parti Pirate. Quelles sont les spécificités de cette région par rapport aux thèmes qui vous sont chers ?

Jean-Christophe. – Avec la réforme territoriale, la Région va prendre de plus en plus d'importance. Et l'Île de France, à ce titre, est symbolique de par son rayonnement national et international. Les problématiques de transport, de logement ou d'éducation y prennent des proportions considérables. Je ne pense pas qu'il y ait un seul domaine qui ne puisse pas être regardé sans tenir compte de l'arrivée des nouvelles technologies et du développement durable. C'est transversal, général et inéluctable.

Par exemple, passer du transport à la mobilité. Comment rendre utile le temps de transport et favoriser le télétravail plutôt que multiplier le nombre de routes ou bien la taille des trains. Cela ne suffira jamais avec l'évolution de la démographie. La spécificité de l'île de France, c'est 20% de la population Française, un territoire parmi les plus visités au monde et un rayonnement international.

Valentin – D'une façon générale, les régions sont un espace de choix pour implémenter une politique publique d'accès aux infrastructures, au savoir (lycées, portails Internet, information du grand public,...) et à la culture. Et elles ont également un rôle primordial à jouer dans la défense des libertés civiques : ainsi, la région Île-de-France est particulièrement mise à contribution de la politique sécuritaire que prévoit le projet de loi « Loppssi », que nous

avons lu très attentivement et dont nous serons amenés à beaucoup reparler dans les semaines à venir...

Ce n'est pas la première expérience électorale nationale du Parti Pirate puisqu'il y a eu la législative partielle de la 10ème circonscription des Yvelines en septembre dernier. Quels enseignements en avez-vous tiré ? La petite polémique qui a suivi était-elle infondée ?

Jean-Christophe – Même si je suivais déjà tout ça avec attention, je n'étais pas encore au Parti Pirate à cette époque. Valentin ?

Valentin – Ah, les Yvelines... Une bonne surprise au premier tour (où nous avons fait plus de 2%), une mauvaise surprise au second tour (où l'UMP s'est maintenue, à 5 voix près !). Notre candidat Maxime Rouquet n'avait pas voulu donner de consigne explicite, mais avait signalé que le choix de nos électeurs serait « décisif, et pourrait faire basculer cette circonscription » en faveur de la candidate écologiste. D'aucuns ont accusé le Parti Pirate d'avoir fait le jeu de la droite, d'où cette « tempête dans un Vert d'eau » à laquelle tu fais allusion.

Mon principal regret est que cette campagne tout entière ait été submergée par la loi «Hadopi», ce qui a notamment permis au député UMP sortant de brouiller les pistes en s'achetant une vocation de anti-hadopiste de la onzième heure. Il n'en demeure pas moins que le (relatif) enthousiasme provoqué au premier tour par la présence du Parti Pirate ne pouvait que s'estomper lors d'un second tour entre deux partis plus traditionnels.

Nous avons d'ailleurs tenu à rencontrer les Verts par la suite, pour réaffirmer clairement que notre propos n'est pas de faire obstacle à un parti en particulier, et certainement pas au leur. Bien au contraire, comme je le disais plus haut, nous ne pouvons qu'appeler de nos vœux une remise en question

profonde des partis traditionnels, que nous souhaiterions plus proches des citoyens, plus ouverts à la société et au monde d'aujourd'hui. Et il sera à ce titre particulièrement intéressant de voir dans quel sens les Verts ont la volonté (et la capacité) d'évoluer.

Comment s'inscrit le Parti Pirate au sein des autres partis pirates nationaux ? Je pense notamment au suédois qui a fait grand bruit aux dernières élections européennes. Et d'ailleurs que fait-il ce Piratpartiet suédois depuis qu'il siège au parlement ?

Valentin – Le mouvement Pirate a ceci d'intéressant (et d'inédit) qu'il a commencé à exister au niveau international avant même le niveau national. Le Parti Pirate International, comme il convient aujourd'hui de l'appeler, est un agrégat à la fois disparate et surprenamment uni ; non en ce qu'il n'y a pas de débats animés, mais qu'on trouvera souvent plus de dissensions entre deux pirates d'un même pays qu'entre des pirates des quatre coins du monde ! Premier parti pirate historiquement, le Piratpartiet est aujourd'hui l'un des partis les plus importants de Suède. Outre son efficacité et le talent de ses membres, il a bénéficié (comme nous-même avec Hadopi) de la politique inique et choquante du gouvernement : la [mascarade](#) de procès The Pirate Bay, etc.

Vous apportez un regard nouveau à notre fameuse devise républicaine sur votre site. Or Richard Stallman commence toujours ses conférences en français par : « Je puis définir le logiciel libre en trois mots : liberté, égalité, fraternité... ». Dans la mesure où Framasoft sort en ce moment un livre qui lui est consacré, que vous inspirent cette personnalité et sa croisade pour le logiciel libre ?

Jean-Christophe – Je trouve l'analogie avec les fondamentaux républicains très intéressante. En effet, le logiciel libre regroupe ces concepts. Richard Stallman est « un grand bonhomme », qui a fait beaucoup pour apporter une vision

politique, même si cela n'est pas vu comme tel pour une « population » qui, même si elle est militante, se défend d'être politisée. Je pense que c'est dans quelques années que le grand public se rendra compte de l'apport théorique qu'il a apporté à cette société de l'information qui se met en place. Va-t-on revenir aux deux blocs de la guerre froide, du moins sur le plan idéologique ?

Valentin – RMS est sans aucun doute le participant le plus éminent des discussions du Parti Pirate International, dont il ne loupe pas une miette, toujours avec la patience et la minutie qui le caractérisent. J'ai deux grandes fiertés : la première est de pouvoir entretenir, grâce à notre Parti Pirate frenchy, une relation privilégiée avec lui ; nous avons d'ailleurs été les premiers à [prendre en compte](#) ses remarques sur la réforme du copyright. La seconde, bien moins anecdotique, est qu'il est également indéniable que l'apparition du Parti Pirate a visiblement [nourri](#) la pensée de rms lui-même, et contribue à donner corps à ce qu'il avait pressenti dès le début : « le logiciel Libre est un mouvement social ».

Lorsqu'il nous a rejoints cet automne, Jean-Christophe a été (agréablement, je crois) surpris de constater combien nous étions attachés aux valeurs citoyennes de Liberté, Égalité, Fraternité. De fait, c'est peut-être là l'extraordinaire convergence que permet de réaliser le Parti Pirate : offrir aux communautés du Libre, du P2P, aux artistes, aux citoyens de tous horizons une base commune de dialogue, de réflexion et d'action. Mes collègues du PP vont probablement me dire que ce sont de bien grands mots, mais c'est exactement cette convergence qui m'a amené à tenir bon, contre vents et marées, depuis près de quatre ans, en tant que contributeur Libriste, enseignant, auteur, et citoyen avant tout, le Parti Pirate est presque un résumé de ma vie ☐

Et d'ailleurs que vous inspire la citation qui orne le Framablog : « ...mais ce serait peut-être l'une des plus grandes

opportunités manquées de notre époque si le logiciel libre ne libérait rien d'autre que du code » ?

Valentin – ... Que cette phrase a une mauvaise influence sur les âmes trop sensibles, puisqu'elle m'a moi-même conduit à [gaspiller bêtement](#) quatre ans de ma vie au lieu de m'inscrire à la SACEM « comme tout le monde »... Au-delà de l'anecdote, nous espérons que le Parti Pirate pourra « hacker » la vie politique de la même façon que RMS a « hacké » le copyright lorsqu'il a rédigé la toute première licence libre. L'internet a potentiellement aboli la distance entre émetteur et récepteur, et ouvre la voie à de nouveaux modèles sociaux : contributifs, plus horizontaux et moins pyramidaux. Du reste, les mordu(e)s du Libre ne s'y trompent pas puisque [Perline](#), grande SPIPIenne devant l'Éternel, nous a également rejoints il y a peu !

Jean-Christophe – Je pense qu'en effet, il y a des modèles dans le libre qui peuvent être déclinés dans la vie matérielle. Nous avons besoin de revisiter certains fondamentaux de notre société et la société de l'information va très vite, on pourrait dire des années de chien (1 an = 7 ans) ! Il y a des modèles qui se mettent en place, évoluent, mutent et se perfectionnent ou meurs rapidement. C'est presque un laboratoire en accéléré de différents modes de société. Il me semble que l'on pourrait s'en inspirer parfois en politique.

Et pour parfaire le tableau, notre slogan : « La route est longue mais la voie est libre... »

Valentin – Je relis cette phrase avec un peu de nostalgie car elle me [renvoie](#) à une époque lointaine où l'on pouvait se dire que la vie politique française avait [touché le fond](#)... Nous étions [loin du compte](#).

Jean-Christophe – En effet, nous n'en sommes qu'au début.

Quant à Lenine, il disait : « le communisme, c'est les soviet

plus l'électricité ». Et Internet, c'est les réseaux sociaux plus l'électricité ?

Jean-Christophe – Je pense que le réseau c'est la cartographie d'un nouveau monde avec de nouvelles frontières, de nouvelles règles et de nouveaux acteurs. Il y a 15 ans, on ne se serait pas douté de ce qui advient aujourd'hui, alors dans 15 ans... Tout est possible, le meilleur comme le pire, mais à une échelle de temps très réduite.

Valentin – À titre personnel, l'expression même de « réseau social » me hérissé. Nous sommes heureusement nombreux à faire tout notre possible pour qu'Internet ait davantage à apporter aux populations du monde que des gadgets branchouilles et propriétaires.

Vous souhaitez en profiter pour lancer un appel important je crois...

Jean-Christophe – En effet, nous proposons à tout citoyen qui partage nos idées de partager les listes avec nous, sans nécessairement adhérer au Parti Pirate : nous défendons des idées, pas des étiquettes.

Nous avons fait un dossier à télécharger où tout est expliqué. Il ne faut pas trainer, les listes sont à déposer début février ! Vous pouvez en savoir plus sur : <http://2010.parti-pirate-elections.fr/Etre-candidat-a-la-candidature>

En tout cas, bravo pour le travail que vous faites à Framasoft, c'est utile pour aujourd'hui et pour demain. Et en plus, c'est sympa, ce qui ne gâche rien !

Valentin – Merci à toi aKa pour ton curiosité, ton dévouement et tes questions toujours pertinentes et approfondies. À très bientôt !

L'éloquence du président Lula en faveur d'un Brésil et d'une société plus libres

« Maintenant que le plat est servi, il est très facile pour nous de manger. Mais préparer ce plat n'a pas été un jeu d'enfant.

Je me souviens de notre première réunion, où je ne comprenais absolument rien au langage employé, et il y avait une tension palpable entre ceux qui défendaient l'adoption du logiciel libre au Brésil et ceux qui estimaient que nous devrions continuer comme avant, garder les mêmes habitudes, acheter, payer l'intelligence des autres et, grâce à Dieu, c'est le parti du logiciel libre qui l'a emporté dans notre pays.

Car nous devions choisir : ou nous allions dans la cuisine préparer le plat que nous voulions manger, avec l'assaisonnement que nous voulions y mettre, et donner un goût brésilien à la nourriture, ou nous mangerions ce que Microsoft voulait vendre aux gens. Et, c'est tout simplement l'idée de la liberté qui l'a emporté. »

Ainsi s'exprimait l'été dernier rien moins que le président de la République d'[un des plus grands pays au monde](#), dans un discours dont vous comprendrez aisément pourquoi nous fait l'effort de traduire et sous-titrer sa vidéo (j'en profite pour saluer et remercier chaleureusement notre petite équipe de traducteurs lusophones).

Il s'agissait donc du président brésilien [Lula](#), venu inaugurer le 24 juin 2009 à [Porto Alegre](#) le dixième [Fórum Internacional Software Livre](#). L'allocution, prononcée sans notes s'il vous plaît, dure une vingtaine de minutes et va bien au delà du

simple extrait ci-dessus.

Le logiciel libre a évidemment besoin de toutes ces petites fourmis qui développent et qui diffusent. Mais Il a également besoin de ces hommes d'États éclairés et éclairants.

Ce n'est qu'un discours mais il a valeur de symbole. Merci à ce pays, à son président et à tous ceux qui le conseillent et travaillent autour de lui. L'Histoire retiendra que vous fûtes parmi les pionniers à avoir compris en si haut lieu l'importance d'aborder ce nouveau millénaire en offrant aux gens le plus d'opportunités possibles pour qu'ensemble s'épanouissent leur créativité.

Nous sommes tous des Brésiliens libres ?



-> La [vidéo](#) au format webm

Réalisation [TV Software Livre](#) – Licence Creative Commons By-Sa

Discours inaugural du président brésilien LuLa

Fórum Internacional Software Livre – 24 juin 2009

(Traduction, sous-titrage et édition vidéo Framalang : Michaël Dias, Thibaut Boyer et Yostral)

Je veux saluer notre cher camarade Marcelo Branco, coordinateur général du 10ème Forum international du logiciel libre. Je veux saluer les camarades des institutions publiques brésiliennes qui sont ici. Je vois en face de moi la Banque du Brésil et le Serpro.

Je veux saluer les invités étrangers. Je veux saluer ce petit enfant qui est là-bas sur des genoux et qui doit se demander ce que nous faisons là et pourquoi ses parents l'ont amené ici. Un jour, il le saura...

Et je veux saluer une personne qui est ici en particulier, Sérgio Amadeu (responsable des premières actions en faveur du logiciel libre au gouvernement brésilien).

Car maintenant que le plat est servi...

Je veux également saluer le camarade Tigre, notre président de la Fédération de l'Industrie du Rio Grande do Sul.

Maintenant que le plat est servi, il est très facile pour nous de manger. Mais préparer ce plat n'a pas été un jeu d'enfant.

Je me souviens de notre première réunion, à la Granja do Torto, où je ne comprenais absolument rien au langage qu'employaient ces personnes, et il y avait une tension palpable entre ceux qui défendaient l'adoption du logiciel libre au Brésil et ceux qui estimaient que nous devrions continuer comme avant, garder les mêmes habitudes, acheter, payer l'intelligence des autres et, grâce à Dieu, c'est le parti du logiciel libre qui l'a emporté dans notre pays.

Car nous devions choisir : ou nous allions dans la cuisine préparer le plat que nous voulions manger, avec l'assaisonnement que nous voulions y mettre, et donner un goût brésilien à la nourriture, ou nous mangerions ce que Microsoft voulait vendre aux gens. Et, c'est tout simplement l'idée de la liberté qui l'a emporté.

Je voudrais vous raconter quelque chose ici, pourquoi, dans mon esprit, c'est le choix du logiciel libre qui l'a emporté.

Vous savez que je n'ai jamais été communiste. Lorsqu'on me demandait si j'étais communiste, je répondais que j'étais tourneur ajusteur. Mais j'ai des camarades extraordinaires qui ont participé à la lutte armée dans ce pays, des camarades qui ont appartenu aux partis et aux courants idéologiques les plus différents qui soient, tous des camarades extraordinaires.

J'avais un frère plus âgé qui, toute sa vie, a essayé de me

faire adhérer au Parti, et mon frère m'amenait tous les documents qui avaient été écrits et édités depuis 150 ou 200 ans. Mon frère voulait que j'apprenne Le Manifeste par cœur, il voulait que je lise et relise Le Capital, il voulait que je critique tout cela, et moi, je disais à mon frère : « Chico, tout cela a été écrit il y a si longtemps. N'est-il pas maintenant temps pour les gens de commencer à produire de nouvelles choses ? »

Et quand le Mur de Berlin est tombé, j'ai été heureux car cela allait permettre à la jeunesse de pouvoir réfléchir, écrire de nouvelles choses, élaborer de nouvelles théories, car on avait l'impression que tout était déjà construit et que plus rien ne pourrait être différent.

Le logiciel libre est un peu cela, c'est-à-dire donner aux gens l'occasion de faire de nouvelles choses, de créer de nouvelles choses, de valoriser l'individualité des personnes.

Car il n'y a rien qui ne garantisse plus la liberté que de garantir votre liberté individuelle, que de permettre aux gens d'exprimer leur créativité, leur intelligence, surtout dans un pays nouveau comme le Brésil, où la créativité du peuple est probablement, sans aucun mépris pour les autres peuples, la plus importante du XXI^e siècle.

En effet, je pense que notre gouvernement a déjà fait beaucoup, mais notre gouvernement aurait pu faire plus.

Nous sommes un gouvernement très démocratique. Je ne crois pas qu'il y ait un gouvernement au monde qui exerce la démocratie comme le fait notre gouvernement. Je ne le crois pas. Je ne crois pas qu'il y ait au monde quelqu'un qui débattre autant, qui discute autant que notre gouvernement. Et cela complique parfois les choses, n'est-ce pas, Tarso ? Nous devons parfois écouter une fois, deux fois, trois fois, car, comme je suis un analphabète à propos de l'Internet... mes enfants sont des experts pour moi.

Car Internet est une chose fantastique, Olívio, c'est la première fois que les petits enfants sont plus malins que les grands-parents. C'est la première fois.

Autrefois, du fait que vous étiez plus vieux, vous vouliez vous imposer sur tout, n'est-ce pas ? Le fils ne pouvait parler quand vous étiez en réunion, vous ne pouviez pas intervenir dans une discussion d'adultes.

Aujourd'hui, non. Aujourd'hui, il y a deux adultes en train de discuter avec un gamin à côté d'eux, et les adultes disent : « Comment est-ce qu'on change de chaîne sur la télé ? », avec deux télécommandes que les gens ne savent pas utiliser correctement. Et le gamin de huit ans y va, il bidouille, il tripote...

Louer la maison, payer le loyer, l'électricité, l'eau (sur Internet)...

Je pense donc que nous sommes en train de vivre une période révolutionnaire pour l'humanité, où la presse n'a plus le pouvoir qu'elle avait il y a quelques années, l'information n'est plus une chose exclusive où les détenteurs de l'information pouvaient faire un coup d'État, l'information n'est plus une chose privilégiée.

Le journal du soir est maintenant dépassé face à Internet, l'émission de radio, qu'elle soit en direct ou enregistrée, est dépassée face à Internet. Le journal du soir a l'air très vieux face à Internet, et il a l'air si vieux que tous les journaux ont créé des blogs pour informer ensemble, avec les internautes du monde entier.

Et bien, ces choses, nous ne savons pas jusqu'où vont aller toutes ces choses, nous ne le savons pas.

Je sais que chaque fois que je discute avec vous, j'imagine que si ma génération était aussi intelligente et créative que la vôtre, nous serions bien meilleurs que ce que nous sommes

aujourd'hui, car l'appareil public est une chose compliquée. Il est plein de vices, de règles, vous savez, qui datent de l'époque impériale. Et vous, vous faites bouger ces choses.

Un bureaucrate, lui, a un manuel, et le manuel dit seulement ce qu'il peut faire ou ne pas faire. Si vous lui présentez quelque chose de nouveau, il reste interdit. Il n'est pas capable de dire : « Bon, j'ai ici quelque chose de nouveau, je vais essayer d'agir », non. Il dit s'il peut ou pas.

Et tout cela a pris du temps pour que le gouvernement commence à créer les conditions pour arriver à la situation d'aujourd'hui. Le logiciel libre est donc une possibilité pour que cette jeunesse réinvente des choses qui ont besoin d'être réinventées.

De quoi a-t'on besoin ? D'opportunités.

Nous pouvons être certains d'une chose, camarades, c'est que dans ce gouvernement, il est interdit d'interdire.

Dans ce gouvernement... Ce que nous faisons dans ce gouvernement, c'est discuter. Les chefs d'entreprise savent combien nous discutons, sans animosité, ni agressivité, sans chercher à combattre l'interlocuteur, non ! Il s'agit de débattre, de renforcer la démocratie et de l'amener jusqu'au bout.

Car ce pays est encore en train de se découvrir lui-même, car durant des siècles, on nous a traités comme si nous étions des citoyens de seconde zone, nous devions demander l'autorisation pour faire des choses, nous pouvions seulement faire ce que les États-Unis nous autorisaient à faire, ou ce qu'autorisait l'Europe.

Et notre estime de nous est en hausse aujourd'hui. Nous apprenons à nous aimer nous-mêmes. Nous sommes en train de découvrir que nous pouvons faire des choses. Nous sommes en train de découvrir que personne n'est meilleur que nous. Les

autres peuvent être semblables, mais meilleurs non, ils n'ont pas plus de créativité que nous.

Ce dont nous avons besoin, c'est d'opportunités.

Cette loi qui est là, cette loi qui est là, ne cherche pas à corriger les abus d'Internet. Elle souhaite en réalité censurer. Ce dont nous avons besoin, camarade Tarso Genro, c'est peut-être de modifier le Code Civil, c'est peut-être de modifier certaines choses. Ce dont nous avons besoin, c'est de responsabiliser les personnes qui travaillent sur le numérique, sur Internet. C'est de responsabiliser, mais pas d'interdire ou de condamner.

C'est l'intérêt de la police de faire une loi qui permette d'entrer chez les gens pour savoir ce qu'ils sont en train de faire, et même de saisir les ordinateurs. Mais ce n'est pas notre intérêt, ce n'est pas possible.

Je voulais donc, mon cher Marcelo, vous dire qu'aujourd'hui, je ne sais pas ce qu'en ont pensé mes camarades, pour moi, aujourd'hui a été un jour magnifique, magnifique, car j'ai un conseiller spécial, qui s'occupe de la question numérique, un ami de Marcelo, j'ai... Le gouvernement a dix ministres qui parlent d'implantation numérique.

Implantation numérique sont les mots les plus « sexys » du gouvernement, vous savez ? Les mots les plus « sexys », tout le monde les prononce.

J'avais donc besoin d'un coordinateur qui parle un langage rien que pour moi, et j'ai mis le camarade César Alvarez, qui est un habitant d'ici, du Rio Grande do Sul, un supporter du club de foot l'Internacional, qui vient juste de faire match nul contre le Corinthians mercredi, pour le plus grand plaisir des gaúchos. Olívio Dutra est conseiller et je lui ai demandé d'en parler avec les dirigeants de l'Internacional : « le score est de zéro à zéro, c'est bon pour nous, Olívio, il n'y a aucun problème ! »

Mais avec cette coordination, nous essayons d'avancer.

Je voulais seulement vous dire une chose Écoutez, il ne me reste plus qu'un an et demi de mandat, plus qu'un an et demi. C'est important que vous observiez ce que nous avons fait et qui a besoin d'être perfectionné. Et il faut que vous observiez ce que nous ne sommes pas encore parvenus à faire, et que vous nous aidiez à le faire.

Car le problème du gouvernement n'est pas toujours un problème d'argent. Les gens jonglent parfois avec des centaines d'activités, et ces nouveautés passent alors au second plan, et c'est pour cela que nous avons une coordination.

Et nous allons voir, camarades, si, avec tous ces chiffres que Dilma a mis à votre disposition dans le but de faire entrer ce pays dans l'ère numérique, de faire que en sorte que les enfants de la banlieue aient les mêmes droits, le même accès à Internet, que les enfants de riches, de pouvoir s'informer, de pouvoir se déplacer librement dans ce monde qu'est Internet, nous pouvons y parvenir.

Soyez sûr d'une chose, Marcelo : nous ne connaissons pas tout, nous n'en connaissons qu'une partie. Tout seul, peut-être que vous non plus vous ne connaissez pas tout, vous ne connaissez qu'une partie. Mais si chacun de vous partage un peu de ce qu'il sait, on pourra construire un tout qui manque aux gens, pour définitivement et véritablement démocratiser ce pays, et pour que tous soient libres d'agir pour le bien.

La majorité est faite de gens biens. Nous n'allons pas nous énerver parce que de temps en temps un fou dit quelque chose. Il y a même un site qui propose la mort de Lula.

Ce n'est pas un problème, ceux qui proposent la vie sont infiniment plus nombreux. Infiniment plus nombreux.

Je voulais donc vous proposer d'entrer dans ce « couloir polonais » et de voir cette palette extraordinaire de garçons

et de filles qui, je pense, ont tous moins de 25 ou 30 ans.

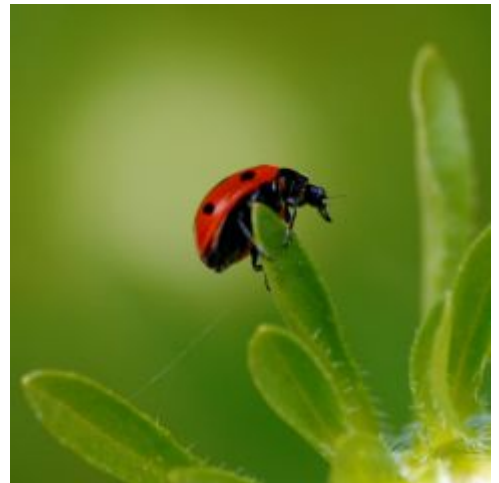
Pour que les gens puissent sortir d'ici et dire haut et fort :
« Ce pays s'est finalement trouvé lui-même. Ce pays a finalement le goût de la liberté d'information ».

Je vous embrasse et vous souhaite de passer un bon Xème Forum du Logiciel Libre.

l'auditoire : logiciel libre ! logiciel libre !

Le petit scarabée et la copie privée

Lorsque, par exemple, vous achetez une [Framakey Ubuntu-fr Remix](#) dans [notre boutique](#), il y a 0,60€ qui sont prélevés au titre de **l'exception pour copie privée**. Vous n'y trouverez évidemment pas d'iPod dernier cri, mais si tel avait été le cas on aurait alors dépassé les 20€ de copie privée !



Qu'est-ce donc que cette taxe particulière ? Il y a [Wikipédia](#) mais il y a aussi le [site officiel dédié](#) du gouvernement :
« Compenser financièrement le préjudice subi par les titulaires de droits d'auteur et de droits voisins afin de maintenir l'exception de copie privée au bénéfice du consommateur, tel est l'objectif du système de la rémunération pour copie privée. »

On notera d'ailleurs que ce site est sous le très libre [Spip](#),

dont la communauté ne demande aucune compensation financière, mais un don est toujours le bienvenu. Parenthèse fermée.

Cette compensation a rapporté rien moins que [173 millions d'euros](#) en 2008, plus d'un milliard de nos anciens francs pour une seule année ! Il faut dire qu'elle ratisse très large, [le nombre de produits taxés](#) donne un peu le vertige.

[Et pourquoi pas taxer Google tant qu'on y est ?!](#)

Personnellement il peut m'arriver d'acheter un disque dur externe, une clé, des CD ou DVD vierges, une mémoire supplémentaire pour mon appareil photo, voire peut-être un jour un smartphone, mais je n'ai pas le souvenir d'avoir un jour utilisé tout ceci dans le but de faire la moindre copie « d'œuvres protégées ». Et mon baladeur audio ne contient que des podcasts radios et de la musique en libre diffusion. Moralité, je finance indirectement les industries culturelles sans aucun avantage en retour et alors même que, Hadopi oblige, je suis en complet désaccord avec leurs politiques actuelles vis-à-vis du numérique.

Admettons cependant qu'il me prenne soudainement l'envie de faire des copies privées.

Toujours sur le site officiel : « L'exception pour copie privée, faculté accordée à l'acquéreur légitime d'une oeuvre, **couvre tout acte de copie d'une oeuvre sur un autre support, pour son propre usage.** Cette exception est une restriction apportée au droit de reproduction de l'auteur ou du titulaire de droits voisins d'interdire ou d'autoriser une copie de son oeuvre ainsi que le droit d'en percevoir, en contrepartie, une juste et équitable rémunération. »

J'ai souligné en gras le passage parce que la moindre des choses c'est alors de pas bloquer techniquement la possibilité de faire des copies privées. Sinon c'est la double peine : la taxe pour autoriser une pratique impossible à effectuer !

Or c'est exactement ce qui est arrivé à A. Salaün dans le récit ci-dessous qui ne manque pas d'humour. Parce qu'il vaut mieux en rire qu'en pleurer...

Je voulais juste sauver mon DVD

[URL d'origine du document](#)

A. Salaün – 20 janvier 2010 – Creative Commons By-Sa

Voici mon histoire, au cours de laquelle je cherchais à copier, pour le sauvegarder, un DVD que j'avais acheté dans le commerce sur un DVD+R que j'avais aussi acheté dans le commerce en France et tout bien payé ce que je devais sur ce DVD d'un (très mais alors très) grand musée public national français, moi le petit français utilisateur de Gnu/linux. Et d'abord après avoir constaté que ma copie ne marchait pas, j'ai donc dû faire une plongée dans le système d'exploitation des forces du mal pour essayer de comprendre et de faire cette copie de sauvegarde de MON DVD. C'est alors que j'ai pu constater que ce DVD était protégé par un système appelé [« StarForce »](#) qui empêche d'en faire une copie valide. Enfin on peut mais c'est très compliqué et surtout interdit. Je me suis renseigné, en voici la preuve :

« Mais dis donc Nicolas (j'ai choisi ce prénom au hasard et par goût parce que je trouve que c'est un vraiment très beau prénom que j'aurai voulu m'appeler comme ça mais pas de peau moi c'est un autre que je dis pas, on sait jamais, fin de la parenthèse) je paie une taxe pour droit de copie privée moi ? Et pourquoi je ne peux pas copier mon DVD que j'ai payé et toussa alors ?

– Parce que, petit scarabée récalcitrant^[1], tu serais alors un malfrat.

– Oh ! Mais grand maître ! Puisque j'ai payé la taxe du droit kivabien !

– Tu insistes lourdement, petit scarabée récalcitrant et puant, et comme tous les petits scarabées récalcitrants et puants, tu ne comprend pas la LOI : ça n'est pas parce qu'il existe une taxe copie privée et que tu l'as payée que tu as le droit de copier privativement !

– Mais quand même oh ! grand-maître-qui-sent-si-bon ! Pourquoi payer un droit si on ne peut l'exercer ?

– Aaaahhhh ! Petit sacarabée récalcitrant, puant et lourdingue, parce qu'il y a sur ce DVD une mesure de protection des droits, et qu'il est interdit de la contourner, car ainsi tu deviendrais un pirate ! Et avant que tu n'insistes encore, sache que tu ne peux ABSOLUMENT PAS contourner cette mesure, même si elle t'empêchait d'exercer ton droit à copie privée, car vois-tu, petit scarabée récalcitrant, puant, lourdingue et un peu con, ce droit n'en est pas réellement un, c'est juste une tolérance et tu ne peux donc t'en prévaloir !

– Mais oh ! mon-maître-si-tellement-élevé-à-la-pensée-profonde-et-affutée-et- qui-sent-si-bon puisque c'est écrit que j'ai payé un droit pourquoi ne l'est-il pas. N'est-ce pas contradictoire ? Et votre deuxième loi ne contredit-elle pas alors la première ?

– Dis donc ! Petit scarabée récalcitrant, puant, lourdingue , un peu con et hors-la-loi, tu te crois peut-être plus compétent et intelligent que les experts réunis en commissions, Grenelles et autre symposium ? Plus compétent que les JUGES qui en ont ainsi décidé. Remettrais-tu en cause la LOI ? N'aurais-tu pas tenté de contourner cette protection pour être si bien au fait de tout cela. Tu l'as fait c'est certain ! Sinon tu ne serais pas aussi renseigné ! Et en plus tu as l'audace de t'en vanter ! De réclamer ! Alors que tu as, c'est sûr maintenant, piraté la sacro-sainte propriété intellectuelle et ses mesures de protection, piétiné et bafoué la loi-du-peuple-et-ou-de-ses-représentants-démocratiquement-

zélus ! Peut-être même as-tu attenté à la sécurité nationale ou penses-tu le faire, ce qui est presque la même chose, essayé de faire déraillé nos trains, pire ! nos T.G.V ! Voire t'être affilié à un-mouvement-d'ultra-gauche-qui-cherche-à-destabiliser-la-démocratie-fleuron-de-le-France-éternelle-et-des-lumières ! Écoute bien, petit bousier récalcitrant, puant, lourdingue , un peu con, hors-la-loi, anarcho-gauchiste et crypto-terroriste sais-tu bien que je pourrais te livrer à l'Hadopi ?

Elle seule pourra alors constater à quel point tu as pêché ! Elle retournera tes disques durs, y installera des espions logiciels, te confisquera tes biens informatiques, te livrera aux mains de ses miliciens les plus féroces et déterminés, te fera dire la VÉRITÉ tu entends ! LA VÉRITÉ ! Et si tu avoues tu seras alors puni mais pardonné et tu pourras reprendre place dans le monde des citoyens-numériques.

Mais si tu t'obstines à nier, c'est l'ENFER numérique que je te promets ! Tu seras banni, tes biens confisqués, tes blogs effacés, tes opinions oubliées, tes articles et leurs archives annihilés., même la vieille presse écrite ne te connaîtra plus ! Et si tu viens à trépasser avant que ne sois absous, point n'auras le droit d' être de jour et par tes amis et commensaux enterré en hors-sol numérique, et ton avatar errera à jamais dans les réseaux infernaux du monde warez des succubes ! »

Alors là, je l'avoue j'ai eu peur et j'ai abandonné. Tant pis. si j'abîme mon DVD je paierai à nouveau, mais je suis bien content de l'avoir échappé belle. Ouf ! ! Je ne suis pas un héros ... heu... non... pardon,pardon je ne savais pas que c'était copyrighté, j'ai barré, j'ai barré..

...Je suis bien content oui ! bien content... Vive la France ! Oui vive la France !

A. Salaun

(comme dit plus haut je ne donne pas mon prénom ... on ne sait jamais...)

Notes

[1] Crédit photo : [Fesoj](#) (Creative Commons By)